

Shota Rustaveli State University, Batumi  
Institute of European Studies, Tbilisi  
Univerzita Matej Bel de Banská Bystrica  
Chaire Jean Monnet *ad personam* "Identités et Cultures en Europe"

Centre International d'Études Pédagogiques

Institut d'Études Européennes et Internationales de Reims  
Centre de Recherche « Mouvements internationaux et Gouvernance »  
Université de Reims Champagne-Ardenne

## Processus de Bologne, Constructions européennes, Politiques européennes de voisinage

## Bologna Process, European Construction, European Neighbourhood Policies



International Conference, June 28<sup>th</sup> & 29<sup>th</sup> 2010, Batumi  
& Summer School, June 30<sup>th</sup> to July 4<sup>th</sup> 2010,  
*Cooperation between EU and Black Sea Countries*



# Appel à contributions

## **Le Processus de Bologne en pratique : instrumentalisation politique, outil d'intégration communautaire, élément de revendication identitaire ?**

Cette reformulation du titre du colloque permet d'en préciser les intentions. Il s'agit de proposer une confrontation entre universitaires et spécialistes de l'ouest comme du centre et de l'est de l'Europe communautaire et du nouveau voisinage, en particulier le Sud-Caucase, dans un cadre pluridisciplinaire, avec une mise en perspective analytique des expériences.

Le Processus de Bologne, investi désormais volontairement par 46 pays, est né à l'initiative de ministres européens de l'Éducation ; il recueille le soutien des universités et des recteurs européens ainsi que l'implication des étudiants. Aucun pays n'a remis en cause son adhésion même si, dans certains cas, les réticences internes pour en appliquer les modalités ne permettent pas d'avoir une représentation véritablement homogène du système d'enseignement supérieur européen. La convergence voire l'harmonisation paraissent donc irréversibles mais avec des rythmes et des chemins parfois différents.

Les différents éléments du Processus de Bologne doivent permettre à terme de définir à la fois un Espace européen de l'Enseignement supérieur, lié à un Espace européen de la Recherche, et un nouveau modèle universitaire à proposer au reste du monde. Ces éléments sont sensés développer la mobilité des étudiants et des chercheurs. Il s'agit ainsi, en particulier grâce à une structure de formation commune en trois cycles et à la généralisation de la logique de compétences, avec la mise en perspective des référentiels nationaux des qualifications, d'accroître la fluidité du marché du travail, de mieux répondre aux besoins économiques et d'accroître la compétitivité européenne, objectifs définis dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne. Le projet humaniste du Processus de Bologne est ainsi indissociable du projet économique de l'Union européenne. S'agit-il pour autant des deux côtés d'une même médaille ?

Un objectif essentiel lie le Processus de Bologne – ou ses conséquences – aux politiques communautaires d'intégration et de voisinage : la mise en place d'une « bonne gouvernance » au niveau des systèmes d'enseignement supérieur en Europe. Mais il ne s'agit pas de transposer un modèle appliqué en particulier par les institutions financières internationales ou par les entreprises et qui consiste à respecter des règles minimales de transparence, de ratio financier, de contrôle des dirigeants pour que les actionnaires puissent prendre des risques en toute connaissance de cause et obtenir une part significative des profits. En ce qui concerne les institutions publiques, dont les universités, la notion de gouvernance consiste à trouver la meilleure méthode de gestion pour garantir une répartition équitable des bénéfices aux différentes parties prenantes. Dans le cas des institutions privées qui organisent un service public, la situation est également différente. Le modèle dit *stakeholder governance* privilégie des prises de décision collectives où chaque partie concernée dispose des informations pertinentes tant au niveau des risques que des enjeux et des méthodes.

Cette notion de bonne gouvernance, intégrée de fait dans le Processus de Bologne, ne favorise pas en soi le marché ou l'approche libérale ou managériale. Elle n'implique pas non plus l'adoption par tous les pays d'un modèle d'université entrepreneuriale ou concurrentielle. Elle suppose simplement l'acceptation de règles communes d'évaluation et de pertinence des résultats.

Comme l'installation d'une « bonne gouvernance » au sein des universités ne semble pas pouvoir être déterminée de manière centralisée, l'autonomisation des établissements est devenue un objectif fondamental. Cette autonomie, souvent très mal comprise (l'autonomie d'un service public n'est pas la fin de la tutelle de l'État), est seule susceptible de permettre aux différentes parties prenantes, y compris les financeurs (autorité centrale, collectivités locales et institutions internationales) de se mettre d'accord sur les objectifs et les résultats à prendre en compte. Cela suppose une concertation préalable sur les méthodes d'évaluation, les notions de performance et un véritable consensus autour de la question de la formation universitaire nécessaire à l'essor du pays ou de la communauté. Cela suppose également une légitimation du système par ses acteurs.

Tous ces éléments sont inclus dans le Processus de Bologne, dont l'acceptation permet d'établir une base commune de dialogue. Le résultat obtenu en terme de gouvernance, mais plus largement en terme de modèle universitaire mis en place, dépend évidemment des contingences nationales et locales, sociales et surtout culturelles.

Le Processus de Bologne paraît souvent avoir été instrumentalisé, avec l'utilisation de la force du modèle face aux freins des conservatismes ou des résistances au changement, comportements qui trouvent souvent leur légitimité dans des situations de déficit démocratique, ou du moins vécues comme telles. L'instrumentalisation comme déclinaison locale du Processus de Bologne est une des conséquences directes de son mode d'élaboration par les acteurs eux-mêmes, et de leurs différentes manières de l'appréhender. Chaque pays a ainsi décliné les grandes lignes du Processus dans le respect des principes fondamentaux liés à la prise en compte des étudiants, à la fois dans l'évaluation des établissements et des programmes mais aussi dans la définition même des cursus par rapport aux aspirations, d'une part, et aux débouchés éventuels, d'autre part.

Dans d'autres pays, le Processus de Bologne est très généralement légitimé, au moins par les étudiants, qui considèrent que la convergence des systèmes pourrait leur permettre des mobilités entre les pays signataires. L'assurance qualité, dans quelques pays, est au centre de la réforme, le passage en trois cycles ayant été à la fois simple et rapide et l'instauration des crédits ECTS aisée.

On peut, très schématiquement et à titre d'hypothèse, relever trois divergences d'appréhension du Processus de Bologne au sein des pays membres de l'Union européenne ou du voisinage :

- En Europe de l'Ouest, le Processus de Bologne est parfois diabolisé. De nombreux acteurs du système d'enseignement supérieur considèrent qu'il s'agit d'une tentative de privatisation, de marchandisation du service public. Plus globalement, le Processus est surtout perçu comme un instrument permettant aux gouvernements d'adapter leurs universités aux évolutions économiques, sociales et culturelles liées à la mondialisation. De plus, certains acteurs ou citoyens comprennent bien le pouvoir persuasif du Processus de Bologne, en particulier vis-à-vis des employeurs et des étudiants. Ils le soutiennent et le présentent comme l'idéal à atteindre et le moyen de moderniser l'Université face aux conservatismes et aux défenses des spécificités nationales (les grandes Écoles en France par exemple).

- Dans les pays d'Europe centrale, nouveaux États-membres, le Processus de Bologne est souvent ressenti comme un symbole de l'europanisme universitaire (en particulier par les étudiants qui reconnaissent l'utilité de la mobilité). S'inscrire dans le Processus de Bologne en allant au devant des simples préconisations, en en faisant la base des réformes nationales de l'enseignement supérieur, constitue, pour ces universités, une évidence stratégique qui ne se discute pas, du moins en apparence.

- Dans les pays concernés par la Politique de voisinage et par exemple en Géorgie, la participation au Processus de Bologne est considérée comme un moyen d'affirmer sa spécificité face aux modèles russes et anglo-saxons, d'un point de vue politique comme d'un point de vue identitaire. Une revendication partagée par une partie de l'opinion publique et

des étudiants qui permet une acceptation sans réelle résistance des réformes nécessaires même si les conditions particulières de la zone peuvent en ralentir la mise en place.

L'intention de ce colloque est, à partir d'échange d'expériences et d'analyses, de tenter un premier bilan politique, sociologique et institutionnel du Processus de Bologne.

Quelques questions, en particulier : alors que les grandes lignes sont presque partout généralisées, en termes de structures et d'organisation, peut-on considérer que certains pays ont instrumentalisé le Processus de Bologne pour réformer en profondeur leur système d'enseignement supérieur, parfois sans impliquer les acteurs eux-mêmes ? Où en est-on de la légitimation du Processus ? Dans certains pays, l'adhésion volontaire est-elle implicitement liée à une recherche d'alliance politique ? La rupture entre service public d'enseignement supérieur et institutions publiques est-elle une conséquence ou un contexte du Processus de Bologne ?

Globalement, les contributions attendues pour ce colloque pourraient investir au moins trois problématiques :

1) Quel est le bilan du Processus de Bologne relativement à la vie démocratique des établissements et à la prise en compte des étudiants et des autres parties prenantes à leur participation dans la gouvernance institutionnelle ? En particulier, quel bilan établir pour le Processus de Bologne en matière de réponse aux besoins de formation des marchés locaux et européens ?

2) Le Processus de Bologne induit-il un projet de construction européenne et de partenariat particulier avec le voisinage européen ? Et plus particulièrement, la notion de « bonne gouvernance » constitue-t-elle un modèle ?

3) L'adhésion au Processus de Bologne est-elle un outil politique de rapprochement avec l'Union Européenne ?

## **Comité scientifique et d'organisation**

Magali Boursier, Université Comenius, Bratislava et MIG, Reims

Lisa Bydanova, CIEP, Sèvres

Kristína Červená, Faculté de sciences humaines, Université de Banská Bystrica

Tsira Chikvaidze, Institute for European Studies, Tbilisi

Thierry Côme, IEEI, MIG, Reims

Péter Debreczeni, DPE Consulting & Institute for European Studies, Tbilisi

Marie-Elisabeth Deroche-Miles, IEEI, MIG, Reims

Nicolas Filliol, Faculté de sciences humaines, Université de Banská Bystrica et IEEI, Reims

Jérémy Fortier, Université de Banská Bystrica, d'Oradea et MIG, Reims

Gaga Gabrichidze, Jean Monnet Chair, Institute for European Studies, Tbilisi

Radovan Gura, Faculté de science politique et des relations internationales, Université de Banská Bystrica

Badri Kochovadze, Institute for European Studies, Tbilisi

Monique Lakroum, IEEI, MIG, Reims

Jana Marasová, Faculté d'économie, Université de Banská Bystrica

Ludmila Mešková, Faculté d'économie, Université de Banská Bystrica

Jacques Meyer, Vice-Président de la Région Champagne-Ardenne, Maire-adjoint de Reims, ancien Président de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne

Janka Pálková, Chaire d'études européennes culturelles, Faculté des sciences humaines, Banská Bystrica.

Alban Richard, Institute for European Studies, Tbilisi

Mária Rošteková, Faculté de science politique et des relations internationales, Université de Banská Bystrica

Gilles Rouet, Universités de Reims et de Banská Bystrica

Peter Terem, Faculté de science politique et des relations internationales, Université de Banská Bystrica

Lela Turmanidze, Shota Rustaveli State University, Batumi

## **Propositions de contribution**

Les contributions seront écrites en français ou en anglais et la présentation sera en langue anglaise (15 à 20 minutes).

Les propositions de contributions (thématiques et court résumé de la proposition) sont à adresser avant fin avril 2010 à Gilles Rouet (rouet.gilles@fhv.umb.sk ou bien gilles.rouet@gmail.com) (en anglais ou en français)

Les auteurs retenus devront adresser leur texte avant le 15 mai 2010 accompagné d'un résumé en anglais ou en français, d'une liste de mots-clés et d'une présentation personnelle succincte, ce qui permettra de mettre en œuvre une publication rapide (avant mars 2011). Les contributions à ce colloque seront ensuite organisées et publiées dans un volume au sein de la collection « l'Europe des Universités », éditions Bruylant, Bruxelles.

# Call for Papers

The Bologna Process in practice: political instrumentalization, community instrument for integration, element of identity claim?

Rephrasing the title of this conference makes it possible to specify its intentions. Within a multi-disciplinary frame, it offers a large platform to confront ideas between academics and specialists of the West and the Centre of the European Union and its new neighbourhood, particularly the South-Caucasus, with an analytical perspective drawn from experiments.

The Bologna Process, now adopted voluntarily by 46 countries, was born on the initiative of European ministers of Education; it boasts the support of European universities and vice-chancellors as well as the involvement of students. No country has questioned its adhesion to it even if, in some cases, the internal reservations to implement its terms have made it difficult to have a truly homogeneous representation of the European higher education system. Convergence or even harmonization thus appears irreversible albeit at a different pace and in different ways.

The various elements of the Bologna Process must in the long term make it possible to define both a European Higher Education Area, related to a European Research Area, and a new university model to propose to the rest of the world. These elements could enhance the mobility of students and researchers. In particular, thanks to a common training structure in three stages and the generalization of skill based assessment, together with the comparison between national qualification frames of reference, the Bologna Process aims at increasing the fluidity of the job market, better meeting the economic needs and boosting European competitiveness, all objectives defined within the framework of the Strategy of Lisbon. The humanistic project of the Bologna Process is thus indissociable from the economic project of the European Union. But are they the two sides of the same coin?

A key objective binds the Bologna Process - or its consequences -with the Community policies of integration and neighbourhood: the setting up of “good governance” at the level of higher education systems in Europe. But it does not mean transposing a model implemented in particular by international financial institutions or companies which consists in complying with minimal rules of transparency, financial ratio, and control of the leaders so that the shareholders can take risks in full knowledge of the facts and get a significant share of the profits. As regards public institutions, such as public universities, the concept of governance consists in finding the best method of management to guarantee a fair distribution of the benefits to the various recipients. In the case of the private institutions which manage a public service, the situation is also different. The model known as “stakeholder governance” favours collective decision making where each part concerned has the relevant information concerning the level of risks as well as the stakes and methods.

This concept of good governance, integrated de facto in the Bologna Process, does not support in itself the market or the liberal or managerial approach. It does not imply either the adoption by all the countries of a model of an entrepreneurial or competing university. It simply supposes the acceptance of common rules of evaluation and relevance of the results.

As the setting up of “good governance” within the universities does not seem likely to be determined in a centralized way, the “autonomization” of institutions has become a fundamental objective. This autonomy, often very badly understood (the autonomy of a public service does not mean the end of State supervision), is the element likely to allow the various stake holders, including the funding authorities (central authority, local government agencies and international institutions) to agree on the objectives and the results to be taken into account. That supposes a prior co-operation on the methods of evaluation, the concepts of performance and a true consensus around the question of the university education necessary to the progress of the country or community. It also supposes the system has been legitimized by its players.

All these elements are included in the Bologna Process, the acceptance of which makes it possible to establish a common base for dialogue. The result obtained in terms of governance, but even more widely in terms of the university model put into place, depends obviously on several circumstances, national and local, social and especially cultural.

The Bologna Process often appears to have been “instrumentalised”, with some using the force of the model against the brakes of conservatism or resistance to change, all behaviours which often find their legitimacy in situations of democratic deficit, or at least perceived as such. “Instrumentalization” as a local variation of the Bologna Process is one of the direct consequences of its mode of development by the players themselves, and their various manners of apprehending it. Each country has thus implemented the broad outlines of the Process while respecting the basic principles relating to taking the students into account, together with the evaluation of institutions and curricula, but also in the definition of the courses compared to aspirations, on the one hand, and career prospects, on the other hand.

In other countries, the Bologna Process is most often legitimated, at least by the students, who consider that the convergence of the systems could allow them to be mobile between the signatory countries. Quality assurance, in some countries, is at the centre of the reform, the adoption of three stages having been both simple and fast and the introduction of ECTS reasonably easy.

One can, very schematically and as a hypothesis, note three diverging perceptions of the Bologna Process within the Member States of the European Union or its vicinity:

- In Western Europe, the Bologna Process is sometimes seen as evil. Numerous players in higher education consider that it is an attempt to privatize, or “marketize” the public service. Overall, the Process is especially perceived as an instrument making it possible for governments to adjust their universities to the economic, social and cultural evolutions brought about by globalization. Moreover, some players or citizens do understand the persuasive capacity of the Bologna Process, in particular with respect to employers and students. They support it and present it like the ideal to be reached and the means of modernizing the University against conservatism and the defence of national specificities (such as “grandes écoles” in France for example).

- In Central European countries, the new Member States, the Bologna Process is often considered as a symbol of university Europeanism (in particular by the students who acknowledge the usefulness of mobility). Supporting the Bologna Process and going beyond its sole recommendations by making it the basis for national reforms in higher education is strategically obvious for these universities and is not debated, or so it seems.

- In countries concerned with the Policy of Neighbourhood as in Georgia for example, participating in the Bologna Process is regarded as a means of affirming one's specificity against the Russian and Anglo-Saxon models, from a political as well as a cultural identity point of view. It is a claim shared by part of the public opinion and the students which allows an acceptance without real resistance to the necessary reforms even if the particular conditions of the area may slow down its implementation.

The purpose of this conference based on analysis and experience sharing, is to try and produce a first political, sociological and institutional assessment of the Bologna Process.

Some questions should be addressed, in particular: whereas the main elements regarding its structures and organization have been broadly accepted almost everywhere, can one consider that certain countries have "instrumentalised" the Bologna Process to reform their higher education system in depth, sometimes without involving the players themselves? Where are we as far as the recognition of the Process is concerned? In some countries, is voluntary adhesion implicitly related to a search for political alliance? Is the rupture between a public service of higher education and public institutions a consequence or a context of the Bologna Process?

The contributions expected for this conference could cover at least three issues:

1) What assessment of the Bologna Process can be made relative to the democratic life of institutions and the acknowledgement of the students and other stake holders considering their participation in institutional governance? In particular, what results can be shown by the Bologna Process as regards answers to the training needs of local and European markets?

2) Does the Bologna Process lead to a European construction project and one of specific partnership with the European vicinity? And more particularly, does the concept of "good governance" constitute a model?

3) Is adhesion to the Bologna Process a political tool to get closer to the European Union?

## **Scientific committee and of organization**

Magali Boursier, Comenius University, Bratislava and MIG, Rheims

Lisa Bydanova, CIEP, Sevres

Kristína Červená, Faculty of social sciences, University of Banská Bystrica

Tsira Chikvaidze, Institute for European Studies, Tbilisi

Katarina Chovancová, Head of the Romance Languages Department, Faculty of Humanities, Matej Bel University, Banská Bystrica

Thierry Come, Research Centre *International Movements and Governance*, Institute of European and International Studies, Rheims

Peter Debreczeni, DPE Consulting & Institute for European Studies, Tbilisi

Marie-Elisabeth Deroche-Miles, IEEI, MIG, Rheims

Nicolas Filliol, Faculty of social sciences, University of Banská Bystrica and IEEI, Rheims

Jérémy Fortier, University of Banská Bystrica, MIG Oradea and, Rheims

Gaga Gabrichidze, Jean Monnet Chair, Institute for European Studies, Tbilisi

Radovan Gura, Faculty of Political Sciences and International Relations, Matej Bel University, Banská Bystrica

Badri Kochovadze, Institute for European Studies, Tbilisi

Monique Lakroum, Research Centre *International Movements and Governance*, Institute of European and International Studies, Rheims



Jana Marasová, Faculty of Economics, Matej Bel University, Banská Bystrica  
Ludmila Mešková, Faculty of Economics, Matej Bel University, Banská Bystrica  
Jacques Meyer, Vice-president of the Region Champagne-Ardenne, Maire-adjoint of Rheims, former President of the University of Rheims-Champagne-Ardenne  
Janka Pálková, Cultural European Studies Department, Faculty of Humanities, Matej Bel University, Banská Bystrica  
Alban Richard, Institute for European Studies, Tbilisi  
Mária Rošteková, Faculty of political science and the international relations, University of Banská Bystrica  
Gilles Rouet, Research Centre *International Movements and Governance*, Institute of European and International Studies, Rheims, Jean Monnet Chair *ad personam*, University Matej Bel of Banská Bystrica  
Peter Terem, Faculty of Political Sciences and International Relations, Matej Bel University, Banská Bystrica  
Lela Turmanidze, Shota Rustaveli State University, Batumi

## **Proposals**

Contributions will be written in French or in English and presentation will be in the English language (15 to 20 minutes).

The proposals for contributions in English or in French (theme and short summary) are to be sent to Gilles Rouet (rouet.gilles@fhv.umb.sk or gilles.rouet@gmail.com ) before the end of April 2010.

The contributors who have been selected will have to send their contributions before May 15th 2010 with a summary in English or French, a list of key words and a short personal profile, all of which will accelerate the publication process (before March 2011). The contributions to this conference will then be organized and published in a specific volume as part of the “Europe of the Universities” collection, by Bruylant Editions, Brussels.